



1,8 milliard de \$ par jour, c'est le budget militaire US officiel, financé par le reste du Monde

Par [Jean-Paul Baquiast](#)

Mondialisation.ca, 03 janvier 2015

vineyardsaker.fr

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

En 2014, le budget militaire américain pour l'armée et les opérations militaires s'est élevé à 661,29 milliards de dollars, soit plus de 1,8 milliard de dollars par jour, ou près de 21 000 dollars par seconde ! Cela représente 17,3 % du budget américain, et plus de 4 % du Produit intérieur brut du pays, ce qui en fait le premier budget militaire du monde. Qui finance ce budget militaire extravagant des USA ? En théorie, ce sont les contribuables américains et ceux des pays alliés. En pratique, ce sont surtout ces mêmes alliés, et le reste du monde, qui financent, par le système de Ponzi du dollar, l'armée même qui va les surveiller, voire les attaquer [1].

Le 11 décembre 2014, le président Obama a envoyé une lettre au Président de la Chambre des représentants des États-Unis (le *speaker*), John Boehner, précisant les théâtres d'opérations et les forces correspondant au budget militaire états-unien [2].

Cette information correspond à une obligation faite au président, depuis 1973 et le retrait du Vietnam, d'informer le Congrès du déploiement des forces américaines engagées dans des opérations combattantes [3]. On notera que ce décompte n'inclut pas les différentes opérations, officielles et plus souvent déguisées (covert), assurées par la CIA, par un grand nombre d'Organisations non gouvernementales travaillant pour elle et d'autres agences, ainsi que par les très nombreux mercenaires militaires financés sur des budgets inconnus de tous, même des parlementaires. Par exemple, de tels mercenaires mènent aujourd'hui la guerre, pour le compte des États-Unis, en Ukraine, contre les séparatistes, et en Syrie, contre le régime en place.



Carte d'implantation des forces militaires US en Asie, Afrique et Europe. Les pays en rouge font partie de l'Otan ou hébergent des exercices de l'Otan. Les pays en bleu ont été le théâtre d'opérations militaires par l'US Africa Command et le Central Command. Les pays en jaune hébergent des forces du US Pacific Command.

La lettre d'Obama mentionne un nombre d'opérations bien supérieur à celles connues du grand public, en Afghanistan et dans le conflit Iraq-Syrie. Le décompte inclut en effet le

déploiement de troupes américaines dans des zones dites non combat, ainsi que les manœuvres communes avec les alliés des États-Unis, au sein de l'Otan ou dans le Pacifique. A tous moments, de telles zones de non combat peuvent se transformer en zones de combat, ce que le Congrès, les médias et le public ne découvrent qu'avec retard.

La carte ci-dessus montre les différentes zones où sont déployés les moyens militaires américains (source [WSWS](#)). Elle ne comprend pas les pays du continent américain proprement dit, l'Amérique du Nord et les Amériques centrale et du Sud. Celles-ci relèvent des Northern et Southern Commands, Pour le reste du monde, trois commandements sont en charge, l'Africa Command, le Central Command et le Pacific Command. Nous n'examinerons ici que les opérations et implantations relevant du Central Command au Moyen-Orient. Mais le même exercice s'imposerait dans les zones Europe, Afrique et Asie, où sont déployés des forces américaines de plus en plus importantes.

L'implantation militaire officielle des USA au Moyen-Orient

Au Moyen-Orient, selon le document de la Maison Blanche, c'est la guerre globale contre la terreur, présentée comme conduite par Al-Qaïda, qui justifie les opérations américaines. Un examen de détail montre qu'il n'en est rien. Ainsi, une partie des opérations conduites au Moyen-Orient visent en fait à combattre Bashar al Assad en Syrie, considéré comme un allié de la Russie. La présence américaine vise aussi à contenir l'influence de l'Iran, également considérée comme alliée de la Russie, tout en évitant que Bagdad ne se rapproche de l'Iran.

En Afghanistan, malgré l'annonce d'un retrait officiel, plus de 10 000 agents militaires et civils relevant de l'US Central Command semblent destinés à y rester un temps indéterminé. Dans ce cadre, les troupes américaines continuent à emprisonner et interroger un grand nombre de prisonniers provenant des États voisins, dont le tort, semble-t-il, n'est pas de servir Al-Qaïda mais de s'opposer aux visées économiques américaines dans la zone.

Les 3 100 hommes déployés dans le cadre de la coalition internationale censée lutter contre l'État islamique (Daech/Isis/EIIL) conduisent certes des opérations terrestres et aériennes semblant avoir eu une certaine efficacité, ce dont personne ne se plaindra. Mais comme toujours en ce cas, ils mènent des opérations déguisées, sur demande de la Turquie, des États du Golfe, et sans doute d'Israël. Au Yémen, les interventions américaines se déployant dans un État ayant perdu toute autorité, visent à protéger et étendre les intérêts américains. Il n'est pas exclu que cela ne débouche sur une vraie guerre civile. En Jordanie, prétendument à la demande du Roi Abdullah, totalement manipulé, l'armée américaine a mis en place des missiles Patriot, des moyens aériens et 1 700 hommes. Quel ennemi potentiel visent exactement ces moyens ?

En ce qui concerne la présence de l'US Army dans les États pétroliers du Golfe, elle est en place depuis longtemps, et beaucoup plus massive : 2 500 hommes au Qatar, ainsi qu'une base aérienne, le quartier général de la 5e flotte à Bahreïn, 2 500 militaires dans la base d'Eskan en Arabie saoudite. L'aviation et la marine de guerre américaines utilisent aussi des bases à Oman et dans les Émirats. Comme il ne s'agit pas officiellement de zones de combat, le document remis par Obama au Congrès ne mentionne pas ces moyens. Enfin, plusieurs centaines d'hommes sont basés dans le Sinaï, avec l'accord d'Israël et, semble-t-il, de l'Égypte.

On imagine la réaction belliqueuse des États-Unis, si la Russie avait mis en place le dixième de ces moyens dans des régions qui intéressent tout autant, sinon plus, ses intérêts vitaux

que ceux des États-Unis.

Jean-Paul Baquiast

Notes

[1] Selon le système décrit par Pierre Jovanovic dans son livre « 666 », la Réserve fédérale des États-Unis émet des dollars pour acheter les bons du trésor destinés à couvrir les dépenses de l'État. Mais ce sont les épargnants du reste du monde qui achètent lesdits bons du trésor en dollar, n'ayant pas, jusqu'à ce jour, de perspectives permettant de placer en toute sécurité leur épargne. Jusqu'à quand durera ce système de Ponzi ? Il s'agit d'une autre question. Pour approfondir ce point, lire l'article [La Bête de l'Apocalypse, selon Pierre Jovanovic](#) (vineyardsaker, français, 02-01-2015)

[2] [Letter from the President — Six Month Consolidated War Powers Resolution Report](#) (whitehouse.gov, anglais, 11-12-2014)

[3] [War Powers Resolution, Public Law 93-148](#) (Wikipédia, anglais)

Voir également l'article de Jules Dufour publié par Mondialisation.ca :

[Le réseau mondial des bases militaires US](#)

La source originale de cet article est [vineyardsaker.fr](#)
Copyright © [Jean-Paul Baquiast](#), [vineyardsaker.fr](#), 2015

Articles Par : **[Jean-Paul Baquiast](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca